



www.afp.com

Enseignement supérieur : L'avenir des IUFM inquiète les maires des villes moyennes

07/01/2009 16h20

Alors que vingt établissements d'enseignement supérieur sont devenus autonomes depuis le 1er janvier 2009, bénéficiant d'une nouvelle gouvernance et de plus grandes marges de manoeuvre dans la gestion de leur budget, un relatif silence entoure l'avenir des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM). Masterisation des IUFM Annoncée le 2 juin 2008 par le président de la République, La réforme des IUFM aurait pour but « de donner une dimension professionnelle à la formation des enseignants, en conjuguant la maîtrise des savoirs académiques aux savoirs professionnels. » Concrètement, elle chercherait à recruter des enseignants à un niveau universitaire plus élevé qu'aujourd'hui, et à les faire entrer directement dans le métier en remplaçant la deuxième année de formation professionnelle initiale par un « compagnonnage » plus soutenu en début de carrière. Cette réforme qui devrait être mise en place à la rentrée 2010, aurait pour conséquence d'affaiblir considérablement les IUFM qui ne disposeraient plus de l'exclusivité de la formation initiale des enseignants puisque n'importe quel master permettrait de passer les concours de l'Education nationale. Les années de master seraient dans ce cadre un moyen de pré-professionaliser les futurs enseignants en leur faisant suivre des modules de pédagogie animés par les IUFM intégrés dans les universités. Plus d'un tiers des étudiants d'IUFM en villes moyennes Les villes moyennes et leurs agglomérations (1/4 de la population française) déjà très éprouvées par les restructurations judiciaires, militaires, par celles des entreprises publiques et de l'organisation de la santé, paient un lourd tribut à la politique d'aménagement du territoire actuelle dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences. Aujourd'hui, la réforme portant sur la masterisation de la formation du personnel enseignant engagée à l'été 2008, présente une menace pour les villes moyennes qui accueillent un peu plus du tiers des étudiants actuellement inscrits en IUFM. Cette réforme en drainant les étudiants vers les plus grands centres universitaires, présente un risque très important de disparition des IUFM et de leurs antennes départementales très présentes historiquement dans plus de 60 villes moyennes. Le président de la **FMVM** a demandé audience à la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche pour s'entretenir avec elle de ce sujet d'importance pour le développement des villes moyennes. Plus largement, ce sera aussi l'occasion de

Évaluation du site

Site de l'agence France Presse qui fait une présentation de ses produits et services. L'agence propose succinctement quelques dépêches et offre en outre ses propres communiqués d'entreprise.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 16

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

rappeler à la ministre que les villes moyennes, se sont largement engagées, dès la fin des années 80, en faveur du développement des formations post-bac, notamment universitaires, et des services aux étudiants. La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est aujourd'hui une réalité incontestable. En outre le succès de l'enseignement supérieur en villes moyennes tient largement à la capacité d'innovation des élus qui se sont battus pour accueillir sur leur territoire une palette de formations, souvent pointues, en lien avec le tissu économique local et les spécificités territoriales, initiant ainsi une véritable dynamique de projet.

Réforme des IUFM L'apport des villes moyennes au système d'enseignement supérieur et de recherche français La DIACT a lancé en avril 2007 un appel à expérimentation dédié aux villes moyennes et à leurs agglomérations en aboutissement d'un processus de diagnostic, élaboré avec la participation active de la **FMVM** et d'acteurs locaux et nationaux des politiques publiques sectorielles. Le devenir des villes moyennes est largement conditionné par les impacts territoriaux de grandes politiques sectorielles et verticales. L'appel à expérimentation cible quatre d'entre elles, choisies pour leur rôle majeur dans le devenir des villes moyennes :

1. L'enseignement supérieur
2. La santé
3. Les transports
4. Le renouvellement urbain

Mardi 13 janvier 2009, la Diact organise une réunion nationale* du réseau des « 20 villes moyennes témoins » sur les thématiques « enseignement supérieur et santé ». Cette réunion élargie à l'ensemble des villes moyennes aura notamment pour objectif d'apporter le témoignage des acteurs nationaux sur les problématiques de l'enseignement supérieur et de la santé en villes moyennes. Parmi les thèmes abordés : - Les mutations du système d'enseignement supérieur et de recherche. - La spécificité et le rôle des formations d'ingénieurs des villes moyennes dans la compétitivité nationale. - La place des régions dans une offre d'enseignement supérieur de qualité et équilibrée. *La réunion se tiendra de 9h45 à 16 h - MEEDDAT, 20 avenue de Ségur, Paris 7ème, salle 4245 Pour s'inscrire : http://www.doodle.com/wdh592rnh3yyhs6a